

**DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE**  
**Synthèse des réflexions émises les 12 et 13 décembre**  
**au collège de Ribécourt-Dreslincourt**

**1- Quelles doivent être les valeurs de l'école républicaine ?**

- L'expression, à l'école, de la diversité des expressions culturelles et religieuses doit être bornée, dans le cadre de la loi, de la façon la plus explicite possible. Il faut définir des normes, dire précisément par exemple ce que la société entend par « tenue correcte ». Les règlements intérieurs des établissements gagneraient à s'enrichir de mentions du type « les sous-vêtements ne doivent pas être exhibés ».
- L'élève doit absolument faire siennes les notions de respect et de décence, indissociables de celles de tolérance et de citoyenneté. La norme économique et les modes de toutes natures doivent rester aux portes des établissements scolaires.
- La prise en compte, dans le cadre du cours, des défauts des élèves, en matière de « discipline » et de « comportement », nécessite un temps spécifique, sauf à considérer les programmes enseignés comme annexes. Cela pose le problème des moyens alloués aux dotations horaires ; il faut systématiser les classes dédoublées, et prévoir des moments de dialogue pour assurer un suivi individualisé des élèves.

**8- Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?**

- L'hétérogénéité du collège unique ne cesse de poser question. Le primaire doit recentrer l'enseignement sur les acquisitions fondamentales. Dans le secondaire il faut avoir recours systématiquement à des stratégies de regroupements ponctuels des élèves en fonction de leurs lacunes (dédoublement de classes, ouverture de classes d'aide et soutien, classes SAS, classes-relais). Il faut que chaque enfant puisse apprendre à son rythme, en ayant la possibilité d'accomplir un cycle d'études sur une durée allongée.
- Il faut ouvrir l'école aux parents, aux professionnels, aux anciens élèves. Il faut que tous les enfants, dès le niveau cinquième peut-être, aient un contact avec le monde du travail par le biais de journées portes-ouvertes, de forums, et de visites d'entreprises. Tout élève doit pouvoir choisir de quitter momentanément une scolarité classique, pour essayer un apprentissage.
- Il faut multiplier les possibilités de contact entre les enfants et les adultes : accueil des parents, tutorat (sous les deux formes : élève/professeur ; élève aîné/élève cadet). Des plages horaires devraient être consacrées à la « vie de classe », pour désamorcer les conflits.

**21- Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?**

- Les personnels de l'éducation doivent être recrutés à l'échelon national, de façon à ce qu'ils puissent exercer leurs tâches d'enseignement, d'orientation, de surveillance, de santé, d'assistance sociale, d'inspection, de maintenance du matériel et des locaux, d'encadrement administratif, sans subir la pression de quelconques potentats locaux, politiques ou économiques. Tous doivent recevoir une rémunération revalorisée, en rapport avec les services qu'ils rendent à la nation.
- Les conseillers d'orientation-psychologues doivent pouvoir consacrer plus de temps à un établissement donné. Leur présence permettrait dans le secondaire d'animer des heures de vie de classe, en collaboration avec les enseignants, heures pendant lesquelles les adolescents pourraient élargir leur connaissance des filières d'étude et des milieux socio-professionnels.

- Les enseignants doivent tous bénéficier d'un statut de titulaire ; la précarité, les services répartis sur plusieurs établissements, le manque de formation initiale, sont autant d'obstacles à une écoute attentive des élèves. Les personnels d'encadrement doivent être débarrassés des soucis purement administratifs, pour davantage s'intéresser à la pédagogie. Ils doivent privilégier le travail d'équipe, dans un souci de concertation. Il ne s'agit pas de « renforcer » le pouvoir de qui que ce soit, mais de le redéfinir, en évitant les effets pervers que poseraient une éventuelle décentralisation, et la rivalité entre les personnes.